



CSE

central.tv

Compte rendu FO du Comité Social et Économique 5 et 6 mai 2026

Situation générale de l'entreprise

La Présidente a présenté un contexte global particulièrement tendu pour France Télévisions, marqué notamment par la publication imminente du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'audiovisuel public, annoncé comme très critique. Consciente de l'impact sur les salariés, elle a indiqué qu'une réponse détaillée serait apportée point par point, afin de corriger ce qu'elle considère comme des erreurs et des mensonges. Cette réponse sera rendue publique rapidement via le site de FTV et les réseaux sociaux (notamment LinkedIn). Elle souhaite également que les salariés puissent **s'approprier ces éléments de langage pour répondre aux critiques extérieures**. Une lettre leur sera adressée dès la publication du rapport.

Sur le fond, la Présidente affirme qu'il n'est pas question de réduire l'offre éditoriale, bien au contraire. Toutefois, la situation financière est dégradée, avec une baisse des recettes publicitaires déjà constatée (-11 M€ à fin avril) et estimée à -20 M€ sur l'année. Cette tendance impose des économies importantes dès 2026.

Ces économies porteront à la fois sur les achats et sur les effectifs. Il est ainsi prévu de **ne remplacer qu'un départ en retraite sur deux entre 2026 et 2027**, principalement dans les fonctions supports. Par ailleurs, la stratégie de commercialisation publicitaire évolue, avec un **renforcement de la coopération avec YouTube** : FTV continuera de gérer ses espaces, tandis que la plateforme ne commercialisera que les invendus. **L'objectif est de maintenir un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros.**

Enfin, la ministre a annoncé le retour d'un Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'ici juin, ce qui devrait permettre de clarifier la stratégie. Un séminaire du conseil d'administration est prévu fin mai à cet effet. **Le projet de holding est, quant à lui, abandonné.**

Concernant "La Fabrique", déficitaire de 7 M€ en 2025, une trajectoire vers l'équilibre est attendue.

Projet "Streaming First"

Le projet de transformation vers **un modèle centré sur le numérique** a été présenté comme majeur, voire « brutal », dans un contexte de fortes contraintes budgétaires. L'objectif est d'adapter l'entreprise aux nouveaux usages en réorganisant profondément les modes de travail.

Cela passe notamment par **la fin du fonctionnement en silos**, en particulier pour la direction du numérique (DN), afin de mieux intégrer les équipes dans une logique transverse. Cette réorganisation vise également à **supprimer les doublons de production, aujourd'hui sources d'inefficacité et de tensions.**

Sur le plan des ressources, il a été précisé qu'il n'y aurait **pas de réduction du nombre de prestataires**, avec même **des recrutements envisagés**. Les futurs managers seront choisis en fonction de leur capacité à fédérer les équipes, dans un souci de coopération plutôt que de hiérarchie stricte.

La direction s'engage à associer largement les équipes aux travaux à venir (V2) et à éviter une concentration excessive des pouvoirs. Néanmoins, plusieurs points de vigilance sont soulevés : nécessité d'une mise en œuvre progressive, risque de complexification des processus décisionnels, enjeux de formation (notamment autour de l'IA) et clarification des rôles entre directions. **La question de la localisation des équipes reste également sensible.**

Projet Genesys (fabrication de l'information)

Le projet d'évolution des modes de fabrication de l'information a suscité des réserves importantes. La direction propose la **création d'une commission dédiée** et reconnaît des difficultés dans la méthodologie de conduite du changement.

Il est précisé qu'**aucun nouveau métier ne sera créé pour les fonctions concernées (CVPEV)**, mais que des compétences supplémentaires seront ajoutées aux métiers existants, sur la base du volontariat. Une renégociation plus globale des métiers est en cours en parallèle.

Sur le plan opérationnel, les **impacts sur la régie et l'éditorial sont en partie anticipés**, sans modification immédiate pour certains services comme le PC info. L'organisation des journaux, notamment entre Outre-mer et Île-de-France, reste encore en réflexion.

Le CSE central a rendu un avis négatif sur ce projet, traduisant des inquiétudes persistantes.

Vidéosurveillance

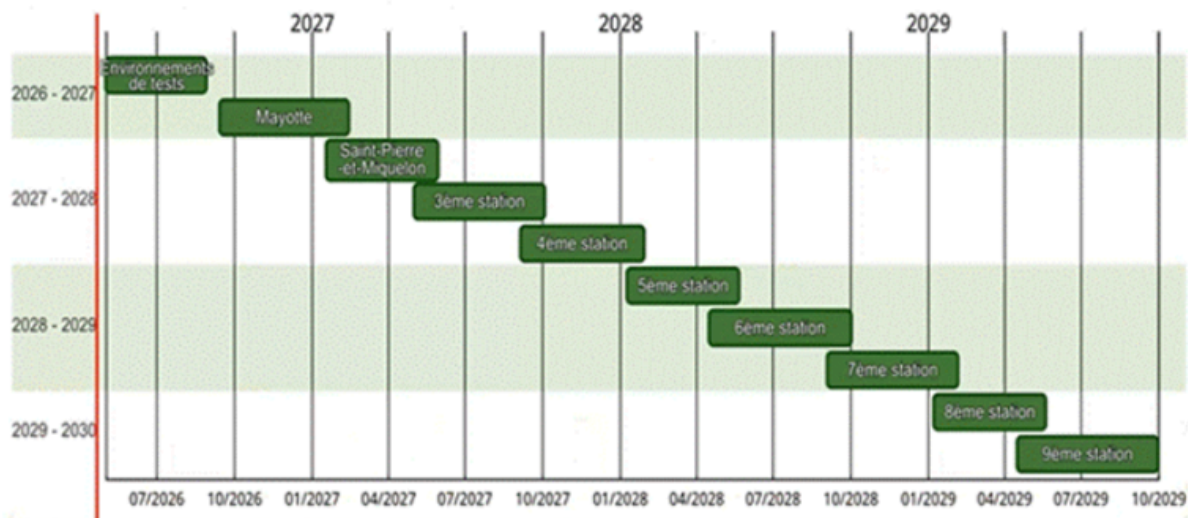
La direction a présenté une mise à jour du cadre réglementaire visant à harmoniser les dispositifs de vidéosurveillance au sein de l'entreprise. Les images sont conservées pendant 30 jours et leur accès est **strictement limité à quelques responsables**, uniquement en cas d'incident.

Ces dispositifs s'inscrivent dans les obligations de sécurité liées au rôle stratégique de FTV en matière d'information du public. Le niveau de sécurité étant actuellement disparate selon les sites, **un plan d'harmonisation est engagé**, avec notamment des investissements prévus en 2026.

Modernisation des outils (Outre-mer) PAM Avid (Production Asset Management) en Outre-mer

Les étapes clés du projet

Calendrier prévisionnel de déploiement



1 france.tv

7

Le projet de **modernisation du système Avid dans les Outre-mer** répond à un besoin de **renouvellement des équipements vieillissants**. Le choix de cette solution s'explique par sa continuité avec l'existant et par des coûts de formation maîtrisés.

Le déploiement sera progressif, avec **une première mise en œuvre à Mayotte**. Les stations resteront autonomes et bénéficieront d'un support renforcé ainsi que d'un accompagnement de proximité pour les utilisateurs.

Commission Outre-mer

La commission a abordé plusieurs sujets RH et organisationnels, notamment l'intégration tardive de certains mouvements dans le budget, **la continuité du dispositif de soutien psychologique**, et les **conditions de déplacement**.

Des évolutions sont engagées, comme la réduction du recours aux prestataires pour les animateurs en Polynésie et le développement de l'alternance dans les stations. Par ailleurs, **des droits de diffusion de matchs de la Coupe du Monde 2026 ont été acquis**.

Un projet de **regroupement entre Martinique et Guadeloupe** est en préparation, mais suscite déjà **une opposition syndicale**.

Plan de développement des compétences 2026

Le plan de formation 2026 est marqué par une **baisse du nombre de bénéficiaires**, du volume d'heures et du budget global, malgré une hausse du coût des moyens de formations.

Un point critique concerne **la formation des managers**, souvent tardive, ce qui **reflète une crise plus large** de la fonction managériale. Les experts soulignent également **l'absence d'outils structurants** (gestion de carrière, plan de succession, identification des talents), ce qui pose question pour l'avenir de l'entreprise.

Suivi individuel renforcé (SIR)

Le dispositif de suivi renforcé concerne **les salariés exposés à des situations à risque**, notamment **les reporters de guerre**. Il prévoit un **suivi médical et psychologique** régulier, ainsi qu'un **accompagnement avant et après les missions**.

Ce dispositif pourrait être **étendu à d'autres situations à risque**, comme les événements violents ou traumatisants.

Désignations

Plusieurs désignations ont été actées, notamment celle de **Myriam Figureau comme secrétaire adjointe et membre de la CSSCT**, et celle de **Magalie Roubaud Soutrelle à la commission économique**.

Prochain CSE Central Extra prévu le 28 mai

Vos élus CSE central : Titulaires : Marie-Jo LARABI - Julien SAVIN - Christophe BENS - Hela KHAMAROU - Jean-Christophe GALEAZZI - Stéphane BURDET • **Suppléants** : Franck FAZEKAS - Benoît SALVI - Ali BELGUENDOUZI - Arlette LOUBEAU • **Représentante Syndicale** : Amélie DOUAY